

§ 4. Si l'insémination de gamètes, l'implantation d'embryons ou la distribution de gamètes ou d'embryons visées au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, n'aboutit pas ou ne peut plus aboutir à la naissance d'un enfant vivant et viable, le centre de fécondation enregistre ce fait.

Après l'enregistrement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'enregistrement visé au § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, est supprimé.

**Art. 5.** Les représentants légaux désignés dans la Banque-Carrefour des Entreprises de l'hôpital dont dépend le centre de fécondation sont chargés d'autoriser les professionnels des soins de santé ayant accès à la base de données.

Les professionnels des soins de santé autorisés en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent déléguer leur accès, sous leur supervision et leur responsabilité, à d'autres membres du personnel du centre de fécondation.

**Art. 6.** Le centre de fécondation qui procède à l'enregistrement visé à l'article 3, § 3 transmet à la personne concernée les informations visées à l'article 13 du RGPD.

Conformément à l'article 17, paragraphe 3, b), du RGPD, le droit à l'effacement des données ne s'applique pas à la personne concernée.

L'AFMPS, en tant que responsable du traitement, détermine le contenu des informations à communiquer à la personne concernée dans le cadre de l'alinéa 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut imposer des documents types à utiliser par le centre de fécondation pour informer la personne concernée conformément au présent article.

**Art. 7.** La base de données prévoit un enregistrement de sécurité par lequel les données suivantes sont conservées pendant une période de dix ans :

- 1° l'identité des personnes qui ont enregistré ou accédé aux données contenues dans la base de données ;
- 2° le centre de fécondation où travaillent les personnes visées au 1° ;
- 3° le moment de l'enregistrement ou de la consultation ;
- 4° les données enregistrées ou consultées.

**Art. 8.** Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 17 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé Publique,  
F. VANDENBROUCKE

§ 4. Indien de onder paragraaf 3, eerste lid bedoelde inseminatie van gameten, implantatie van embryo's of distributie van gameten of embryo's niet leidt tot of niet langer kan leiden tot de geboorte van een levend en levensvatbaar kind, dan registreert het fertiliteitscentrum dit.

Na de in het eerste lid bedoelde registratie wordt de onder § 3, eerste lid bedoelde registratie gewist.

**Art. 5.** De in de Kruispuntbank van Ondernemingen aangeduide wettelijke vertegenwoordigers van het ziekenhuis waartoe het fertiliteitscentrum behoort, zijn verantwoordelijk voor het machtigen van de gezondheidszorgberoepsbeoefenaars die toegang hebben tot de databank.

De overeenkomstig het eerste lid gemachtigde gezondheidszorgberoepsbeoefenaars kunnen hun toegang, onder hun toezicht en verantwoordelijkheid, delegeren aan andere personeelsleden van het fertiliteitscentrum.

**Art. 6.** Het fertiliteitscentrum dat de onder artikel 3, § 3, bedoelde registratie verricht, maakt aan de betrokkene de in artikel 13 van de AVG bedoelde informatie over.

Overeenkomstig artikel 17, lid 3, b) van de AVG geldt het recht op gegevenswissing niet voor de betrokkene.

Het FAGG bepaalt, als verwerkingsverantwoordelijke, de inhoud van de informatie die in het kader van het eerste lid moet worden overgemaakt aan de betrokkene. De Minister kan standaarddocumenten opleggen, dewelke door het fertiliteitscentrum dienen te worden gebruikt om de betrokkene te informeren overeenkomstig dit artikel.

**Art. 7.** De databank voorziet in een veiligheidslogging op grond waarvan de volgende gegevens gedurende een termijn van tien jaar worden bijgehouden:

- 1° de identiteit van de personen die de in de databank opgenomen gegevens hebben geregistreerd of geraadpleegd;
- 2° het fertiliteitscentrum waar de onder 1° bedoelde personen werkzaam zijn;
- 3° het tijdstip van registratie of raadpleging;
- 4° de geregistreerde of geraadpleegde gegevens.

**Art. 8.** De minister bevoegd voor de Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
F. VANDENBROUCKE

## GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206680]

23 OCTOBRE 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1e, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Économie,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 6, § 2, alinéa 2, 3°, 7, § 2, alinéa 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1<sup>er</sup>, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1e, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu le rapport du 25 septembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours le 20 octobre 2023 en application de l'article 84, § 1, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 20 octobre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 74.704/2;

Vu la décision de la section de législation du 20 octobre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 septembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 octobre 2023,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 9 de l'arrêté ministériel du 4 avril 2019 portant exécution partielle, en matière d'économie circulaire, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1e, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, l'alinéa 1<sup>er</sup> est abrogé.

**Art. 2.** A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots « septante-cinq pourcents » sont remplacés par les mots « cinquante pour cent »;

2<sup>o</sup> les mots « 45.000 euros » sont remplacés par les mots « 35.000 euros ».

**Art. 3.** L'article 12 du même arrêté est abrogé.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Namur, le 23 octobre 2023.

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/206680]

**23. OKTOBER 2023 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Kreislaufwirtschaft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio**

Der Minister für Wirtschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 6 § 2 Absatz 2 Ziffer 3, 7 § 2 Ziffer 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, Absatz 1, Ziffern 4 und 6;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 25. September 2023;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 20. Oktober 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von 30 Tagen;

In der Erwägung, dass der Antrag auf ein Gutachten am 20. Oktober 2023 unter der Nummer 74.704/2 in die Liste der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats eingetragen wurde;

In Erwägung des Beschlusses der Gesetzgebungsabteilung vom 20. Oktober 2023, gemäß Artikel 84, § 5 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat keine Stellungnahme innerhalb der erbetenen Frist abzugeben; Aufgrund der am 25. September 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Oktober 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 9 des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Kreislaufwirtschaft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio wird Absatz aufgehoben.

**Art. 2** - In Artikel 11 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "fünfundsiebzig Prozent" wird durch die Wortfolge "fünfzig Prozent" ersetzt;

2° die Wortfolge "45.000 Euro" Prozent wird durch die Wortfolge "35.000 Euro" ersetzt.

**Art. 3** - Artikel 12 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2024 in Kraft.

Namur, den 23. Oktober 2023

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206680]

**23 OKTOBER 2023. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille**

De Minister van Economie,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 6, § 2, tweede lid, 3°, 7, § 2, vierde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, artikel 5, eerste lid, 4° en 6°;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het rapport van 25 september 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 20 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om adviesverlening op 20 oktober 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State is ingeschreven onder het nummer 74.704/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 20 oktober 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 september 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 oktober 2023,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 9 van het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering inzake circulaire economie van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding

van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, wordt het eerste lid opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "vijfzeventig procent" worden vervangen door de woorden "vijftig procent";

2° de woorden "45.000 euro" worden vervangen door de woorden "35.000 euro".

**Art. 3.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Namen, 23 oktober 2023.

W. BORSUS

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[2023/206665]

**Sélection comparative de collaborateurs service logistique (m/f/x) (niveau A) francophones pour la CAAMI. — Numéro de sélection : AFG23421**

Vous pouvez poser votre candidature jusqu'au 09/01/2024 inclus via [www.travaillerpour.be](http://www.travaillerpour.be).

La description de fonction (reprenant le contenu de la fonction, les conditions de participation, la procédure de sélection,...) est disponible auprès du SPF BOSA via [www.travaillerpour.be](http://www.travaillerpour.be). Pour la retrouver, veuillez indiquer le numéro de la sélection dans le moteur de recherche.

Une liste de lauréats valable 1 an, sera établie après la sélection.

Outre cette liste des lauréats, une liste spécifique des lauréats (qui reste valable 4 ans) présentant un handicap est établie.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[2023/206665]

**Vergelijkende selectie van Franstalige Medewerkers logistieke dienst (m/v/x) (niveau A) voor HZIV. — Selectienummer: AFG23421**

Solliciteren kan tot en met 09/01/2024 via [www.werkenvoor.be](http://www.werkenvoor.be).

De gedetailleerde functiebeschrijving (jobinhoud, deelnemingsvoorwaarden, selectieprocedure,...) is beschikbaar bij FOD BOSA via [www.werkenvoor.be](http://www.werkenvoor.be). Geef het selectienummer in via de zoekmotor om de selectie terug te vinden.

Een lijst van laureaten, geldig voor 1 jaar, zal na de selectie worden opgesteld.

Naast deze lijst van laureaten wordt een bijzondere lijst opgesteld (die 4 jaar geldig blijft) van de personen met een handicap die geslaagd zijn.

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

#### SERVICE PUBLIC REGIONAL BRUXELLES FONCTION PUBLIQUE

[2023/206775]

**Résultat de la sélection comparative de juristes (m/f/x) (niveau A1) néerlandophones pour Urban.brussels. — Numéro de sélection : REQ553**

Ladite sélection a été clôturée le 11/12/2023.

Le nombre de lauréats s'élève à 1. La liste est valable 6 mois.

#### GEWESTELIJKE OVERHEIDSDIENST BRUSSEL OPENBAAR AMBT

[2023/206775]

**Resultaat van de vergelijkende selectie van Nederlandstalige juristen (m/v/x) (niveau A1) voor Urban.brussels. — Selectienummer: REQ553**

Deze selectie werd afgesloten op 11/12/2023.

Er is 1 laureat. De lijst is 6 maand geldig.